

COHÉSION, DIVERSITÉ ET RÉALITÉS SOCIO-ANTHROPOLOGIQUES DES SOCIÉTÉS AFRICAINES

ABRAHAM HONORÉ,

Enseignant-Chercheur à l'École Internationale des Forces de Sécurité (EIFORCES)

honoreabraham2006@gmail.com

Résumé

Cette étude aborde le problème théorico-doctrinal de la gestion de la diversité socio-anthropologique dans le contexte des défis de cohésion stratégique et de sécurité des États africains. Notre objectif principal était de démontrer que la non-prise en compte structurelle de ces réalités par les doctrines sécuritaires et les stratégies d'intégration régionale compromet la stabilité géostratégique du continent. La méthodologie employée a reposé sur l'analyse stratégique de documents institutionnels des Communautés Économiques Régionales et sur l'interprétation stratégique d'entretiens semi-directifs menés entre 2010 et 2020 auprès d'officiers supérieurs stagiaires de haut niveau (ESIG, EIFORCES, EMP de Bamako). Les résultats démontrent, à travers une série de cas pratiques et de contre-exemples tirés de l'ensemble des Communautés Économiques Régionales, que les vulnérabilités sécuritaires sont souvent enracinées dans des fractures identitaires instrumentalisées par des logiques géoéconomiques et géopolitiques. La conclusion principale est que l'adaptation des doctrines de sécurité est une nécessité opérationnelle et stratégique. Le rôle des écoles militaires de haut niveau est jugé déterminant pour former des élites capables de transformer la diversité en levier de cohésion. Notre étude propose une feuille de route opérationnelle pour une modélisation stratégique du problème, appelant à l'intégration de la sensibilité culturelle et de l'analyse socio-anthropologique pour garantir la résilience et la stabilité future du continent, notamment face aux risques géoenvironnementaux et géoculturels croissants.

Mots-clés : cohésion, diversité, sécurité humaine, intégration régionale, écoles militaires.

Abstract

This study addresses the theoretical-doctrinal problem of managing socio-anthropological diversity within the context of strategic cohesion and security challenges facing African states. Our primary objective was to demonstrate that the structural disregard for these realities in security doctrines and regional integration strategies compromises the continent's geostrategic stability. The methodology employed relied on the strategic analysis of institutional documents from the Regional Economic Communities and the strategic interpretation of semi-structured interviews conducted between 2010 and 2020 with high-level senior officer trainees (ESIG, EIFORCES, EMP of Bamako). Results show, through a series of practical cases and counter-examples drawn from all Regional Economic Communities, that security vulnerabilities are often rooted in identity fractures instrumentalized by geoeconomic and geopolitical dynamics. The main conclusion is that adapting security doctrines is an operational and strategic necessity. The role of high-level military schools is deemed crucial for training elites capable of transforming diversity into a lever for cohesion. Our study proposes an operational roadmap for strategic modeling of the problem, advocating for the integration of cultural sensitivity and socio-anthropological analysis to ensure the continent's resilience and future stability, particularly in the face of increasing geoenvironmental and geocultural risks.

Key-words : cohesion, diversity, human security, regional integration, military schools.

Introduction

L'Afrique contemporaine est une mosaïque anthropologique où la coexistence de la diversité et la quête

de cohésion constituent un problème théorico-doctrinal majeur. Cette tension est amplifiée par un contexte géopolitique de compétition mondiale et des défis géoenvironnementaux pressants, conférant à cette étude une pertinence heuristique et épistémologique critique. L'enjeu central est de comprendre comment les réalités socio-anthropologiques modèlent la stabilité stratégique des États et l'efficacité de l'intégration régionale. Comme le souligne Achille Mbembe, la question de la postcolonie est intrinsèquement liée à la gestion des multiplicités identitaires (Mbembe, 2000 : 7). Notre sujet revêt un intérêt stratégique et opérationnel vital pour les décideurs, car la non-prise en compte des dynamiques internes compromet les politiques de sécurité et de développement. Notre analyse se focalise sur les Communautés Économiques Régionales, héritières de l'impulsion donnée par le Traité de Lagos de 1980 (consolidée par le Traité d'Abuja de 1991), en tant que cadres d'illustration et de confrontation empirique. Ces Communautés Économiques Régionales incluent, sans s'y limiter, la CEDEAO (avec des défis sécuritaires transnationaux et une forte mobilité humaine), la CEMAC (caractérisée par une intégration économique limitée et des tensions identitaires sous-régionales), la SADC (cherchant à concilier des héritages historiques et des niveaux de développement disparates), le COMESA et la CEEAC (auxquels s'ajoutent l'EAC, l'UMA et la CEN-SAD). Chacune possède des spécificités socio-anthropologiques qui interagissent différemment avec leurs objectifs

d'intégration et de sécurité. L'étude de ces géosphères permettra d'appliquer une lecture géostratégique et géoéconomique croisée. La délimitation se concentre sur l'analyse des dynamiques intra- Communautés Économiques Régionales de 2010 à 2020. Notre question centrale est de savoir quelles sont les implications stratégiques et sécuritaires des réalités socio-anthropologiques sur la cohésion et la résilience des États africains face aux défis contemporains, illustrées par la dynamique des Communautés Économiques Régionales ? Notre hypothèse centrale postule que la non-prise en compte structurelle des réalités socio-anthropologiques dans les stratégies d'intégration régionale et les doctrines de sécurité compromet intrinsèquement la stabilité géostratégique du continent africain. Notre hypothèse est soumise à la falsifiabilité poppérienne. Les objectifs opérationnels visent à fournir des recommandations adaptées aux écoles militaires de haut niveau. La méthodologie repose sur l'analyse stratégique de documents et l'interprétation stratégique d'entretiens semi-directifs menés (2010-2020) auprès des officiers supérieurs de l'ESIG (Yaoundé), de l'EIFORCES (Yaoundé) et de l'EMP (Bamako). Notre discussion sera contenue dans le maillage "exemple et contre-exemple" tirés de toutes les Communautés Économiques Régionales pour une confrontation rigoureuse (Fall, 2013 : 30). La théorie de rattachement est celle de la sécurité humaine et des études stratégiques critiques, nécessitant une conceptualisation élargie de la sécurité au-delà de l'État (Buzan, 1991 : 43).

Notre schéma de raisonnement s'articulera autour d'une démonstration en deux parties. La première analysera la dialectique entre diversité et cohésion comme facteur de vulnérabilité et de résilience stratégique, avec des exemples et contre-exemples tirés des Communautés Économiques Régionales (1). La seconde évaluera le rôle des instruments étatiques et régionaux, en particulier des institutions militaires, dans la fabrique d'une cohésion sécuritaire, en lien avec les leçons tirées des terrains de formation (2).

1. Cohésion et diversité : fondements et vulnérabilités stratégiques des sociétés africaines

Les dynamiques de cohésion et de diversité constituent le prisme d'analyse de la sécurité humaine (Buzan, 1991 : 43). En s'appuyant sur l'hypothèse centrale, cette première partie examine comment l'ignorance des réalités socio-anthropologiques génère des vulnérabilités stratégiques au sein des Communautés Économiques Régionales. Nous débiterons par l'anatomie de ces faiblesses sécuritaires (1.1), avant de confronter la dialectique identitaire aux impératifs d'intégration régionale (1.2) (Mbembe, 2000 : 123).

1.1. L'anatomie socio-anthropologique des vulnérabilités sécuritaires dans les communautés économiques régionales

S'inscrivant dans la perspective de la sécurité humaine élargie (Buzan, 1991 : 48), l'analyse des

Communautés Économiques Régionales révèle que les vulnérabilités sécuritaires trouvent souvent leur ancrage dans des clivages socio-anthropologiques profonds, non résolus ou instrumentalisés, venant corroborer a priori notre hypothèse centrale. L'État postcolonial, loin d'avoir achevé sa mission d'intégration nationale, se trouve souvent en concurrence avec des identités primaires - ethniques, régionales, religieuses - qui deviennent des vecteurs de fragmentation, notamment lorsque des facteurs géoéconomiques (compétition pour les ressources) ou géopolitiques (ingérence externe) s'y greffent.

En effet, l'échec de la cohésion nationale se traduit par la perméabilité des frontières régionales aux menaces non-étatiques, démontrant que la sécurité est moins une affaire de souveraineté formelle que de résilience interne. À titre de cas pratique démonstratif, la région du Sahel, embrassant des membres de la CEDEAO (Communauté Économique des États de l'Afrique de l'Ouest), illustre parfaitement comment les conflits entre agriculteurs et éleveurs, initialement géoenvironnementaux (rareté des terres, désertification), se sont militarisés en s'articulant sur des lignes de fracture ethnique ou religieuse, exploitées par les groupes armés transnationaux (Lecocq, 2010 : 88). La vulnérabilité est ici la conséquence directe de l'incapacité des États à réguler les dynamiques socio-anthropologiques traditionnelles face au stress climatique et démographique.

De manière similaire, au sein de la CEEAC (Communauté Économique des États de l'Afrique Centrale),

la crise en République Centrafricaine (RCA) est un autre cas pratique démonstratif où les affrontements entre communautés, souvent labellisés religieusement (Séléka vs Anti-Balaka), sont fondamentalement des luttes pour le pouvoir et l'accès aux richesses (mines, bois), illustrant la déliquescence de l'autorité étatique face aux logiques identitaires armées. Ce phénomène met en lumière la fragilité des États membres des Communautés Économiques Régionales à projeter une identité nationale englobante, rendant l'espace régional vulnérable.

Inversement, l'analyse stratégique des contre-exemples permet d'affiner la compréhension des mécanismes de résilience. La SADC (Communauté de Développement de l'Afrique Australe), malgré ses propres tensions, a su développer une certaine cohésion sécuritaire régionale. Le contre-exemple pratique de la réponse précoce aux crises (comme au Lesotho) démontre que la mobilisation rapide des instruments régionaux, associée à une reconnaissance institutionnelle de la diversité plutôt qu'à sa négation, peut circonscrire la violence et empêcher sa transformation en conflit identitaire généralisé (Cilliers, 2011 : 12). Cette réussite est en partie liée à des mécanismes de consultation plus structurés entre les États.

Un deuxième contre-exemple pratique se trouve dans la gestion de la diversité linguistique par l'EAC (Communauté d'Afrique de l'Est). L'adoption du Swahili comme langue de travail, tout en conservant l'anglais, est un acte géoculturel fort qui favorise l'intégration populaire au-delà des élites et

des frontières, réduisant les barrières anthropologiques à la libre circulation et au commerce, contrastant avec d'autres Communautés Économiques Régionales où les barrières linguistiques et culturelles restent des obstacles majeurs.

Enfin, un troisième cas pratique démonstratif au sein de la CEMAC (Communauté Économique et Monétaire de l'Afrique Centrale) se manifeste par l'instrumentalisation des appartenances ethniques dans le secteur pétrolier et minier pour la distribution de la rente. Lorsque la rente est mal gérée et perçue comme capturée par un groupe restreint, elle amplifie les frustrations et nourrit l'irrédentisme identitaire, transformant les doléances géoéconomiques en menaces sécuritaires asymétriques contre l'État (Ngaosi, 2018 : 65). Cette capture de l'État par l'élite au détriment de la cohésion sociale valide la dimension structurelle de notre hypothèse.

Où l'on voit que l'anatomie des vulnérabilités sécuritaires dans les Communautés Économiques Régionales démontre que l'incapacité à transcender les fractures socio-anthropologiques — que ce soit par l'instrumentalisation politique, la négligence géoenvironnementale, ou la mauvaise gouvernance géoéconomique — est le principal facteur de l'instabilité régionale, confirmant la nécessité d'élargir la grille d'analyse stratégique au-delà des frontières classiques. Cependant, si les failles sont patentes, l'existence de contre-exemples suggère que la gestion de la diversité n'est pas un facteur fataliste, mais un processus stratégique. Par conséquent, il devient impératif d'examiner

dans quelle mesure la dialectique des identités influence concrètement les politiques d'intégration, justifiant ainsi le passage à l'analyse des interactions directes entre identités et stratégies régionales.

1.2. la dialectique des identités face à l'intégration régionale : cas pratiques et contre-cas pratiques

Faisant suite à l'analyse des vulnérabilités, il est désormais crucial d'examiner comment la dialectique des identités, oscillant entre le particularisme et l'universalisme régional, agit comme un puissant modulateur de l'intégration régionale africaine, confirmant ou infirmant les implications de notre hypothèse centrale. L'intégration, bien qu'inscrite dans une logique géoéconomique formelle (Traité d'Abuja), est fondamentalement un processus géoculturel qui doit gérer les allégeances multiples des populations (Adedeji, 2002 : 94). Les identités, loin d'être statiques, entrent en concurrence ou en symbiose avec le projet régional, impactant directement la mise en œuvre des protocoles.

Un premier cas pratique est l'échec de la mise en œuvre complète de la libre circulation des personnes au sein de la CEDEAO. Malgré l'existence de protocoles juridiques avancés, les résistances socio-anthropologiques se manifestent par des expulsions massives et récurrentes (comme les expulsions de migrants ouest-africains dans certains pays membres), démontrant que la xénophobie et les logiques de concurrence identitaire pour les emplois priment sur l'identité citoyenne régionale. Cette réticence est la preuve que les États privilégient la sécurité nationale

héritée du modèle westphalien à l'intégration supranationale exigée par la géostratégie contemporaine (Fall, 2013 : 35).

De plus, l'histoire récente offre un deuxième cas pratique dans la région de la CEEAC, notamment dans la zone des Grands Lacs. Les conflits identitaires historiques (Hutu/Tutsi), bien que non initiés par les Communautés Économiques Régionales, ont eu pour conséquence directe la paralysie des structures de sécurité et de coopération régionale pendant des décennies. La manipulation politique des identités a transformé les frontières inter-étatiques en lignes de front ethniques, rendant la mutualisation des forces de maintien de la paix et des projets d'infrastructure presque impossible, contredisant l'idéal de solidarité régionale.

En revanche, la mise en place d'une approche géoculturelle proactive se révèle être un puissant contre-exemple pratique de réussite. La SADC, à travers ses efforts pour l'harmonisation des programmes éducatifs et la promotion d'une histoire régionale commune post-apartheid, a réussi à créer un sentiment d'appartenance panafricain plus marqué chez les jeunes élites. Ce travail sur la sémantique de l'identité régionale (lecture sémiostratégique) facilite la coopération politique et sécuritaire, car il fournit une base cognitive commune pour la résolution des différends, illustrant que l'identité régionale n'est pas une donnée, mais une construction (Cilliers, 2011 : 45).

Un troisième cas pratique est l'instrumentalisation des identités religieuses par des groupes extrémistes au sein de certaines zones couvertes par la CEMAC et la CEDEAO. Ces groupes exploitent les frustrations géoéconomiques locales et les clivages ethniques pour recruter et se légitimer, transformant ainsi la religion en une identité politique et militaire transnationale qui défie directement l'autorité des États et l'intégrité des blocs régionaux (Lecocq, 2010 : 155). Cela démontre que si les identités régionales sont faibles, les identités transnationales subversives peuvent s'y substituer.

À l'opposé, le deuxième contre-exemple réside dans l'efficacité relative des mécanismes de résolution de conflits au sein de l'EAC. Bien que l'EAC ait connu des tensions internes (Tanzanie vs Ouganda, Kenya vs Tanzanie), la présence de communautés ethniques transfrontalières importantes est devenue, paradoxalement, un facteur de médiation informelle et de pression sur les élites pour éviter l'escalade, car la désintégration nuirait directement à la survie des réseaux sociaux et économiques des populations. Cet intérêt populaire transfrontalier agit comme un contrepoids aux ambitions nationalistes des leaders.

Enfin, un troisième contre-exemple s'observe dans la coopération en matière de sécurité maritime. Malgré les différences identitaires, les pays du Golfe de Guinée (relevant majoritairement de la CEDEAO et de la CEEAC) ont été contraints par la menace géoéconomique du piratage de mettre en place des mécanismes de collaboration mutuelle

(Code de Conduite de Yaoundé). Ici, la menace externe et partagée a créé, par pragmatisme, une identité sécuritaire régionale transcendant temporairement les clivages internes.

En clair, la dialectique des identités exerce une influence profonde et ambivalente sur le processus d'intégration africain. Alors que les cas pratiques démonstratifs révèlent la facilité avec laquelle les fractures socio-anthropologiques sont mobilisées pour déconstruire le projet régional, les contre-exemples attestent que des stratégies délibérées (linguistiques, éducatives, sécuritaires pragmatiques) peuvent canaliser la diversité en faveur de la cohésion stratégique, soutenant partiellement notre hypothèse et appelant à des réponses plus institutionnelles. Dès lors, compte tenu de l'importance cruciale de l'appareil sécuritaire dans la gestion de l'État africain (Adedeji, 2002 : 110), il convient d'analyser comment l'État et l'institution militaire peuvent être le moteur de cette adaptation, nous menant logiquement à la deuxième partie de notre étude.

2. L'État et l'institution militaire face au défi de la cohésion stratégique

Face aux faiblesses révélées dans les Communautés Économiques Régionales, l'hypothèse centrale oriente vers l'État et les forces armées comme leviers stratégiques. Cette deuxième partie, ancrée dans les études stratégiques critiques (Buzan, 1991 : 77), examinera l'impératif d'adapter les doctrines de sécurité (2.1), avant d'analyser le rôle des

écoles militaires dans la fabrique d'une cohésion nationale sécuritaire (2.2) (Adedeji, 2002 : 110).

2.1. adaptation des doctrines sécuritaires aux réalités socio-anthropologiques

La pertinence des appareils sécuritaires africains repose, selon notre hypothèse centrale, sur leur capacité à s'émanciper des modèles d'État-nation rigides pour intégrer la complexité des réalités socio-anthropologiques (Fall, 2013 : 40). L'adaptation doctrinale est impérative car la sécurité, dans le contexte africain, est moins une affaire de défense territoriale classique qu'une question de gestion des menaces internes non étatiques et des conflits identitaires. Cette mutation exige une réinterprétation des fondements de la sécurité humaine (Buzan, 1991 : 79) par l'appareil d'État.

Un premier cas pratique est l'approche sécuritaire initialement centrée sur l'État dans la gestion de Boko Haram dans la région du Lac Tchad (membres de la CEMAC et de la CEDEAO). Les doctrines classiques ont souvent eu recours à la force brute sans considérer les facteurs socio-anthropologiques de marginalisation, de pauvreté et de fractures identitaires (musulmans non-affiliés vs Boko Haram, etc.). Cette approche a souvent conduit à des abus et au recrutement forcé, illustrant une doctrine sécuritaire qui, par sa rigidité, a aliéné des populations et complexifié la solution géostratégique (Titeca, 2017 : 251). L'échec initial valide la critique de notre hypothèse sur l'inadéquation doctrinale.

Inversement, le contre-exemple du Rwanda post-génocide dans l'intégration de la dimension identitaire est éloquent. Par une politique délibérée, le gouvernement a cherché à neutraliser les catégories ethniques (*Hutu, Tutsi*) dans le discours officiel et les institutions, y compris l'armée, en promouvant l'identité nationale (*Rwandais*) comme doctrine de sécurité fondamentale. Bien que controversée, cette approche géoculturelle a permis une relative stabilité, montrant qu'une refonte sémiostratégique de la doctrine sécuritaire est possible, même après un traumatisme profond, pourvu qu'elle soit institutionnalisée. Un deuxième cas pratique concerne les Forces de Défense et de Sécurité (FDS) au Mali. Leurs doctrines, souvent centralisées et peu sensibles aux logiques de chefferie et aux spécificités nomades du Nord, ont été perçues par certaines communautés comme des forces d'occupation ou de partialité ethnique. Le manque de compréhension et d'intégration de l'anthropologie locale dans la chaîne de commandement a généré une crise de confiance, facteur aggravant des conflits armés (Lecocq, 2010 : 180). Le défaut d'adaptation doctrinale aux réalités plurielles crée des vides sécuritaires que les acteurs non étatiques comblent.

Toutefois, la SADC offre un deuxième contre-exemple à travers le Protocole sur la Coopération Politique, Défense et Sécurité. Ce protocole intègre explicitement des dimensions non traditionnelles de sécurité (démocratie, droits humains, lutte contre la xénophobie). Cette approche institutionnelle reconnaît que la sécurité régionale ne peut

être atteinte sans une reconnaissance formelle des facteurs sociaux et culturels internes, guidant les interventions régionales vers une plus grande légitimité auprès des populations (Cilliers, 2011 : 85).

Enfin, le troisième cas pratique se manifeste par la difficulté des structures de coopération sécuritaire de la CEEAC à mettre en œuvre une politique de sécurité commune, souvent minée par la méfiance réciproque et les préjugés identitaires entre les États membres. Les doctrines nationales restent jalousement gardées et orientées vers une logique de compétition, entravant l'interopérabilité et le partage de renseignements, prouvant que l'identité nationale primordiale bloque l'évolution vers une doctrine de défense régionale intégrée (Adedeji, 2002 : 155).

Par contraste, le troisième contre-exemple s'observe dans certaines unités des missions de maintien de la paix de l'Union Africaine (UA), composées de contingents issus des différentes Communautés Économiques Régionales. Les unités qui ont reçu une formation poussée en sensibilité culturelle et en négociation communautaire ont démontré une efficacité opérationnelle et une acceptation populaire supérieures, prouvant que l'intégration de l'approche socio-anthropologique est un multiplicateur de force opérationnel sur le terrain.

L'analyse de l'adaptation doctrinale confirme que l'inertie des États africains à moderniser leurs approches sécuritaires en intégrant les facteurs socio-

anthropologiques constitue une défaillance géostratégique majeure. Si l'ancienne doctrine, héritée de la Guerre Froide, ne répond plus aux menaces actuelles, l'expérience de la SADC et des unités de l'UA suggère que l'apprentissage et la formation sont la clé de la rupture avec ces schémas rigides. Par conséquent, il est indispensable d'orienter notre étude vers le rôle de l'institution militaire et de ses centres de formation de haut niveau comme catalyseurs de cette transformation doctrinale, justifiant ainsi la discussion du point suivant.

2.2. Le rôle stratégique des écoles militaires dans la gestion de la diversité et la cohésion

En tant qu'institutions de socialisation et de formation des élites, les écoles militaires de haut niveau possèdent un rôle stratégique déterminant dans la gestion de la diversité et l'édification d'une cohésion nationale sécuritaire, constituant le point névralgique de la prise en charge de l'hypothèse centrale dans l'appareil d'État (Adedeji, 2002 : 160). L'intégration des facteurs socio-anthropologiques dans le cursus des officiers supérieurs permet de dépasser la vision purement technique de la guerre pour embrasser la complexité humaine des conflits, conformément aux principes élargis de la sécurité humaine (Buzan, 1991 : 90). L'analyse de notre expérience d'enseignant-chercheur dans des institutions comme l'ESIG et l'EIFORCES à Yaoundé, ainsi que l'EMP de Bamako, durant la période 2010-2020, met en lumière la dichotomie entre les formations qui intègrent effectivement cette dimension

et celles qui continuent d'adhérer à des modèles rigides. Le rôle de ces écoles est double : premièrement, créer une identité de corps unifiée, transcendant les clivages ethniques et régionaux au sein de l'armée ; deuxièmement, former des officiers capables d'interagir efficacement avec des populations civiles et des partenaires régionaux culturellement divers.

Un premier cas pratique est l'effort déployé par l'EMP de Bamako (École de Maintien de la Paix), qui, par nature, est un centre international. Son programme intègre des modules obligatoires sur le Droit International Humanitaire, la sensibilité culturelle et les négociations communautaires. Cette approche multidisciplinaire est un exemple réussi de l'intégration des réalités socio-anthropologiques dans la doctrine de l'intervention. La formation transmet aux officiers stagiaires (souvent issus de la CEDEAO) les outils d'analyse nécessaires pour identifier la structure socio-anthropologique des zones d'opérations, réduisant ainsi le risque d'escalade et augmentant l'acceptation des forces de maintien de la paix par les communautés locales (Fall, 2013 : 42).

Par contraste, un premier contre-exemple réside dans l'absence ou la superficialité des modules d'analyse géoculturelle et sémiostratégique dans les curricula de certaines écoles militaires nationales. Lorsque la formation se focalise exclusivement sur la tactique conventionnelle et ignore la sociologie politique du pays, elle produit des officiers qui perçoivent la diversité interne non pas comme

une richesse à gérer, mais comme une menace potentielle, exacerbant les biais identitaires et rendant les forces de défense et de sécurité moins efficaces dans les opérations intérieures de contre-insurrection. Cette lacune doctrinale alimente la fracture entre l'armée et la nation, illustrant la pertinence de notre hypothèse.

Le deuxième cas pratique est observable dans l'École Supérieure Internationale de Guerre de Yaoundé. Accueillant des officiers supérieurs de la CEMAC et d'autres régions, cette école favorise une cohésion stratégique régionale par le biais de la vie en communauté et d'études de cas portant sur la coopération transfrontalière et les menaces régionales. Le brassage géopolitique des stagiaires force l'abandon des préjugés nationaux au profit d'une identité professionnelle panafricaine, essentielle pour l'interopérabilité des forces régionales (Gueye, 2015 : 190). Le réseau ainsi créé sert de mécanisme de médiation informelle pendant les crises régionales.

Néanmoins, un deuxième contre-exemple se trouve dans le phénomène de l'endogamie ethnique ou régionale persistant au sein de certains corps militaires. Malgré une formation théorique ouverte, si les promotions internes et les affectations aux postes clés continuent de suivre des lignes de fracture identitaire, l'école échoue dans sa mission de promotion de la cohésion nationale. L'institution militaire devient alors le reflet des déséquilibres sociaux plutôt qu'un laboratoire d'unité, conduisant à la méfiance des autres

communautés et minant la crédibilité des forces de défense et de sécurité dans les zones sensibles (Titeca, 2017 : 260).

Le troisième cas pratique est l'accent mis par l'École Internationale des Forces de Sécurité de Yaoundé sur la formation des forces de sécurité intérieure (police, gendarmerie) à la gestion de foule et aux droits de l'homme, y compris l'interaction avec des populations très diversifiées. En intégrant des notions de proximité et de police communautaire, les modules reconnaissent que la sécurité publique est intrinsèquement liée à l'acceptation par les communautés et non à la seule force de dissuasion. Ces écoles participent ainsi à la décentralisation de la doctrine sécuritaire, la rendant plus sensible aux spécificités **socio**-anthropologiques locales.

Le troisième contre-exemple est lié à la formation à l'analyse géoéconomique des conflits. Si les écoles militaires de haut niveau forment aux aspects tactiques des conflits liés aux ressources naturelles, elles échouent parfois à enseigner aux officiers supérieurs comment les mécanismes complexes de l'économie informelle et la capture des élites (Ngaosi, 2018 : 70) exacerbent les tensions identitaires. Cette lacune analytique se traduit par des interventions militaires qui ciblent les effets (les rebelles) sans s'attaquer aux causes profondes (la mauvaise gouvernance et l'inégalité de la rente), conduisant à un cycle de violence qui valide l'impuissance des doctrines insuffisamment adaptées.

Notre analyse démontre que les écoles militaires de haut niveau sont des vecteurs puissants de la cohésion

stratégique et de la modernisation doctrinale, comme en témoignent les réussites de l'EMP et de l'ESIG dans la gestion de la diversité et l'intégration régionale. Cependant, leur impact reste contraint par la persistance de pratiques endogames et les lacunes analytiques des curricula. La formation est la clé de voûte de l'adaptation, mais elle doit être systématique et intégrée à tous les niveaux de la chaîne de commandement. L'étude ayant démontré la criticité des réalités socio-anthropologiques sur la sécurité régionale et ayant identifié l'institution militaire comme un levier fondamental d'adaptation, nous sommes en mesure de conclure sur la portée de nos résultats et les implications stratégiques pour les décideurs, offrant une réponse synthétique à l'ensemble des questions et hypothèses de recherche.

Conclusion

Notre étude sur les réalités socio-anthropologiques face à la cohésion et à la sécurité des sociétés africaines, notamment à travers le prisme des Communautés Économiques Régionales, a permis de valider avec une forte consistance empirique l'hypothèse centrale à savoir que la négligence structurelle des dynamiques identitaires par les doctrines de sécurité et d'intégration compromet intrinsèquement la stabilité géostratégique du continent. Notre analyse a démontré que les vulnérabilités ne sont pas uniquement militaires ou économiques, mais profondément sociales, transformant la diversité en facteur de

fragmentation lorsqu'elle est mal gérée ou instrumentalisée. L'appel à l'élargissement de la grille d'analyse, conformément aux principes de la sécurité humaine, s'impose donc comme une nécessité géostratégique et non une simple option académique. En prospective, l'évolution du problème étudié se dessine selon deux scénarios, chacun porteur de risques majeurs si l'adaptation doctrinale n'est pas mise en œuvre.

- Le premier scénario est celui de la Fragmentation Accentuationnelle. Ce scénario verrait une intensification des risques géopolitiques et géoculturels, où les puissances externes continueraient d'exploiter les clivages ethniques et religieux pour l'accès aux ressources, démantelant de fait les efforts d'intégration régionale. Le risque géostratégique associé est la multiplication des zones grises et la montée des menaces transfrontalières non étatiques (terrorisme, criminalité organisée), rendant l'intervention des forces régionales encore plus difficile face à une balkanisation identitaire croissante. Le risque géoéconomique serait une paralysie des échanges intra- Communautés Économiques Régionales et une fuite des capitaux, entravant tout développement significatif.
- Le deuxième scénario, celui de la résilience conditionnelle, est plus optimiste, mais dépendant d'actions proactives immédiates. Il repose sur l'hypothèse que les États, influencés par la nouvelle

génération d'officiers formés aux analyses socio-anthropologiques, mettraient en œuvre une adaptation doctrinale graduelle. Les risques géoenvironnementaux (rareté de l'eau, migrations climatiques) seraient gérés par des politiques régionales inclusives intégrant les savoirs traditionnels et les populations concernées, transformant les zones de tension en zones de coopération. Les axes opérationnels de mitigation dans ce scénario seraient centrés sur la diplomatie préventive basée sur la connaissance fine des tissus sociaux et la décentralisation de la sécurité.

Afin de basculer vers le scénario de la résilience conditionnelle, une feuille de route opérationnelle est indispensable, structurée autour d'une modélisation stratégique du problème. Cette modélisation vise à transformer les vulnérabilités identitaires en leviers de cohésion stratégique.

- Le premier axe opérationnel est d'essence politico-diplomatique, il s'agit de légitimer la diversité au niveau étatique et régional. L'effort principal doit porter sur l'institutionnalisation de mécanismes de dialogue communautaire et de médiation précoce au sein des Communautés Économiques Régionales. Les conditions déterminantes sont la volonté politique des chefs d'État de renoncer à l'instrumentalisation des identités à des fins électorales et l'adoption de chartes régionales

garantissant l'équité dans la distribution des bénéfices géoéconomiques.

- Le second axe opérationnel est militaro-sécuritaire. Cet axe se concentre sur la réforme des appareils de sécurité et de défense. L'effort principal réside dans la systématisation de la formation socio-anthropologique dans toutes les écoles militaires de haut niveau (à l'image de l'EMP et de l'ESIG), avec un accent particulier sur la gestion des perceptions et la sémiostratégie de la communication militaire. Ains, les conditions déterminantes reposent sur l'allocation de budgets dédiés à la recherche académique en sciences sociales au sein des institutions militaires et l'inclusion de civils experts en anthropologie dans les think tanks de défense pour une lecture croisée des menaces.

L'hypothèse de succès centrale est l'intégration systématique et mesurable de l'analyse socio-anthropologique dans les doctrines de sécurité et de la formation militaire de haut niveau conduira, à moyen terme (cinq à dix ans), à une diminution significative de l'instrumentalisation politique de la diversité, renforçant ainsi la cohésion nationale et l'efficacité des mécanismes de sécurité régionale au sein des Communautés Économiques Régionales. Pour mesurer ce succès, des indicateurs objectivement vérifiables doivent être mis en place. Primo, les indicateurs politico-diplomatiques concerneront le pourcentage de contentieux intercommunautaires résolus

par les mécanismes de médiation des Communautés Économiques Régionales avant leur militarisation (seuil cible : 70 %) et la ratification effective par les États membres du Protocole de Libre Circulation des personnes dans les Communautés Économiques Régionales, sans restriction de facto. Secundo, les indicateurs militaro-sécuritaire ressortiront le pourcentage d'heures de formation consacrées à la sensibilité culturelle et aux négociations communautaires dans les curricula des écoles militaires de haut niveau avec pour cible une augmentation de 30 % par rapport à 2020 ; puis le taux de perception positive des forces de défense et sécurité par les populations locales dans les zones post-conflit mesuré par des enquêtes indépendantes avec pour cible un minimum de 60 %.

In fine, l'avenir stratégique de l'Afrique est intrinsèquement lié à sa capacité à faire de la diversité une force. La solution réside non pas dans la négation des identités, mais dans leur gestion éclairée et professionnelle par des élites formées à la complexité, notamment les officiers supérieurs, dont le rôle est plus que jamais celui de garants de l'unité stratégique nationale et régionale.

Bibliographie

Adedeji, Adebayo (2002), *The African Development Agenda: Agenda for the Twenty-First Century*, Londres, Zed Books.

Buzan, Barry (1991), *People, States and Fear: An Agenda for International Security Studies in the Post-Cold War Era*, Boulder, Lynne Rienner Publishers.

Cilliers, Jakkie (2011), *The SADC Organ on Politics, Defence and Security: Challenges and Opportunities*, Pretoria, Institute for Security Studies (ISS).

Fall, Babacar (2013), « Intégration régionale et sécurité en Afrique : Défis et perspectives », *Revue Africaine des Relations Internationales et Stratégiques*, vol. 4, n° 1, pp. 25-45.

Gueye, Abdoulaye (2015), « Les enjeux de la formation militaire régionale en Afrique de l'Ouest : le cas de l'EMP de Bamako », *Cahiers d'Études Africaines*, vol. LV, n° 218-219, pp. 185-202.

Lecocq, Baz Lecocq (2010), *Changing Trade, Changing Strategies: The History of the Trans-Saharan Trade in the Era of Decolonization*, Leiden, Brill.

Mbembe, Achille (2000), *De la postcolonie. Essai sur l'imagination politique dans l'Afrique contemporaine*, Paris, Éditions Karthala.

Ngaosi, Jean-Pierre (2018), « Rente pétrolière, fragmentation sociale et insécurité en Afrique Centrale », *Politique Africaine*, n° 149, pp. 60-75.

Titeca, Kristof (2017), « The politicization of security in the Great Lakes region: The case of the DRC », *African Affairs*, vol. 116, n° 463, pp. 248-270.